

Madame la ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
chère collègue,

Nous accusons bonne réception du courrier que vous avez transmis le 13 mai à la communauté scientifique. Pleinement solidaires des remerciements que vous y adressez aux personnels de l'ESR, nous nous étonnons néanmoins de voir ces propos assortis d'un discours politique invitant à soutenir sans réserves la poursuite du projet de LPPR, tel qu'engagé ces derniers mois.

Vous dites de cette loi qu'elle sera l'occasion unique d'une formidable « revalorisation salariale » pour les personnels de l'ESR français. Assurément, ceux-ci pourraient être mieux rémunérés : les salaires sont en-deçà des standards tant nationaux qu'internationaux et il est important de procéder à un rattrapage. Pour autant, le projet de LPPR que vous portez excède de beaucoup la dimension pécuniaire. Comme l'a relevé une synthèse récente de la Cour des comptes, il vise à un « changement de positionnement des acteurs traditionnellement associés à la recherche fondamentale (l'ANR et les organismes de recherche qu'elle finance) en direction de la recherche finalisée et l'innovation »¹. Contrairement à ce que vous affirmez, ce projet propose bien autre chose qu'un levier « pour faire vivre et pour enfin faire reconnaître nos missions essentielles » et vous n'avez nullement entendu celles et ceux qui le contestent.

La crise que nous traversons révèle justement l'incapacité des recherches orientées et finalisées à prévenir seules les périls qui s'annoncent. C'est pourquoi, alors que la réforme des retraites est suspendue, que le Président de la République reconnaît des erreurs de stratégie et que nombre de « convictions sont balayées », nous appelons à ce que soit rouvert le débat sur la LPPR, et que les demandes de la communauté scientifique soient enfin prises en compte. Notre assemblée avait exprimé les siennes le 5 mars dernier :

- un plan pluriannuel de recrutement sur des postes pérennes (de chercheur.e.s et d'enseignant.e.s-chercheur.e.s comme d'ingénieur.e.s et de technicien.ne.s) pour compenser les baisses dramatiques de ces deux dernières décennies et pour que cessent ainsi la précarisation et ses nombreux effets délétères ;
- une augmentation des budgets au profit du soutien de base des laboratoires pour que puisse continuer à se développer une recherche de temps long, sereine et véritablement attractive ;
- l'instauration d'une politique qui ne fasse pas de la recherche orientée (comme finalisée) son unique boussole.

Madame la ministre, les perspectives d'hier ne pourront plus être celles de demain. Nous espérons effectivement pouvoir compter sur votre soutien le plus total pour accompagner ce nécessaire changement de société en défendant enfin les réels besoins de la communauté scientifique.

Assemblée des directions de laboratoires, 25 mai 2020
<https://adl.frama.site>

¹ Cour des comptes, *Mission Recherche et enseignement supérieur. Note d'analyse de l'exécution budgétaire 2019*, page 236 ; <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/NEB-2019-Recherche-enseignement-superieur.pdf>